

# Des « gros mots » pour la réforme des APE

La réforme des APE ne fait pas que des heureux. Ce lundi matin à Namur, des milliers de manifestants ont parlé de « chaos » et « d'opacité ». Notamment.

● **Tom EVRARD**

**C**ombien étaient-ils dans les rues de Namur ce lundi matin ? L'officier de police présent sur la place Saint-Aubain répond sans hésiter : « environ 6500, mais ce n'est qu'une estimation... »

Sur le podium dressé sur la place, Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne s'époumone au micro : « Vous êtes plus de dix mille ! Dix mille ! »

Devant lui, les manifestants sont très nombreux, affichant les couleurs verte de la CSC et rouge de la FGTB.

Calicots en mains, ils sifflent, crient et chantent aussi... D'où viennent-ils ? « De Charleroi, lance jovialement Denise, aide soignante. Mon amie, ici, est de Mons. Mais il y en a de partout... »

« **Pour les pensions ?** »

C'est un fait, les manifestants viennent des quatre coins de la Wallonie mais aussi de Bruxelles. Venus en voitures, en train, en autobus affrétés, ils ont tous rallié Namur ce lundi matin

pour manifester dans la rue. Pourquoi ? Anne-Lyse, une passante de 73 ans, s'arrête sur le trottoir le long duquel défile le cortège, l'air interrogatif. « Ils manifestent pour les pensions ? »

« Je n'en sais rien, explique de son côté Manuêlo, un client assis sur une petite table métallique d'une terrasse de taverne, un petit café à la main, alors que le (long) cortège passe sous ses yeux. « Ha, les pensions ? » glisse-t-il... »

Que nenni. En réalité, c'est la réforme des aides à la promotion de l'emploi (les APE) portée par le ministre régional Pierre-Yves Jeholet qui était dénoncée avec virulence dans les rues de Namur.

**Opacité, chaos...**

Et on dira que les manifestants n'ont pas manqué d'imagination pour dire tout le mal qu'ils pensaient de la réforme. « Cette réforme bafoue la concertation sociale. S'il y avait eu concertation, nous ne serions pas ici, si nombreux », « Cette réforme a été préparée dans l'opacité », « Elle ne tient pas la route, elle

tient de l'organisation du chaos » crache Marc Becker, secrétaire national de la CSC.

« Ce sont de nombreux secteurs essentiels à notre société qui sont impactés : la culture, le social, l'enseignement, les soins, la prise en charge des aînés, les garderies scolaires... »

Et Thierry Bodson de tonner au micro : « Nous sommes persuadés que 5 000 emplois vont être perdus ! »

Devant la scène, on applaudit à tout rompre. Derrière, tous les manifestants ne sont pas encore arrivés, loin s'en faut. Ils sont encore très nombreux à dévaler la rue voisine pour arriver sur la place. Les discours,

eux, ont débuté depuis belle lurette.

« Ha ben, on a raté le début. Je ne sais pas qui parle, lance cette dame portant un panneau avec l'inscription « APE, Agent Pour Exécution ». Mais il parle bien. »

Sur le podium, les orateurs se succèdent au micro devant un public déjà convaincu. Et puis comme prévu, en tout début d'après-midi, le cortège s'est dissous. Sans incidents. ■

## « Certains jouent sur la peur »

La réforme en cours des Aides à la promotion de l'emploi (APE) est « indispensable », a insisté lundi le ministre wallon de l'Économie, Pierre-Yves Jeholet (MR). « Certains veulent jouer sur les peurs

en parlant d'emplois menacés. Je m'inscris complètement en faux par rapport à ces déclarations. »

« L'objectif de cette réforme est vraiment de tendre vers plus de simplification,

d'efficacité, de transparence et d'équité tout en garantissant une maîtrise budgétaire », a souligné le ministre régional lundi, tout en ajoutant que la concertation entamée avec le secteur se poursuivrait. « J'ai

initié cette réforme indispensable et je vais la poursuivre », a-t-il conclu.

## La réforme APE, c'est quoi ?

Instauré en 2002 pour soutenir l'embauche des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs publics (communes et CPAS essentiellement), par de nombreux employeurs du secteur non-marchand (action sociale, emploi-formation,...) et de l'enseignement, le système des points APE (3 093,70 euros par point en 2018, avec réduction de cotisations sociales et patronales) bénéficie actuellement à plus de 60 000 travailleurs et 4 000 employeurs.

Cette réforme, qui suscite de vives inquiétudes dans le secteur non-marchand notam-

ment vise à ce que la Wallonie passe d'un système de points APE à un soutien structurel plus contrôlé, organisé autour d'une enveloppe fermée que les ministres fonctionnels répartiront en fonction de critères « transparents » qu'ils définiront.

Elle entrera en vigueur dès 2020. En attendant, c'est un régime transitoire toujours basé sur le système de points qui continuera d'exister, mais de manière resserrée, ce qui fait craindre à beaucoup d'institutions la perte de leurs points. Et par conséquent des pertes d'emplois. ■